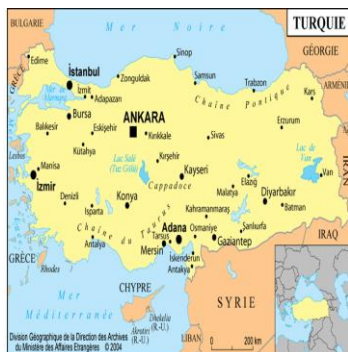


TURQUIE : FICHE PAYS – JUILLET 2025

Catégorie OCDE (2025) : 5/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+ / B3 / B

Change : Livre turque (TRY) / Régime de change flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2053

FORCES

- Positionnement géographique stratégique
- Economie diversifiée
- Endettement public faible

FAIBLESSES

- Déficit courant chronique et forte dépendance aux sources de financement externes
- Endettement externe privé élevé
- Tensions inflationnistes récurrentes
- Environnement politique et géopolitique tendu

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : Le processus de rééquilibrage (taux d'intérêt élevés, moindre soutien public et du crédit à la consommation) devrait conduire à un ralentissement de la demande interne et des activités de service, tandis que des signaux négatifs se multiplient du côté de l'industrie. La baisse de l'inflation restera un enjeu de premier plan en 2025-2026. Les perspectives s'annoncent favorables à moyen terme (croissance du PIB de +3,6 % en moyenne par an selon le FMI d'ici 2030).
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Depuis fin 2024, le gouvernement est engagé dans un processus de consolidation des finances publiques. Le niveau de dette publique est modéré (26 % du PIB) mais sa structure reste un point de vigilance (change, maturité, garanties publiques).
- **Vulnérabilité extérieure** : En amélioration depuis le changement d'orientation monétaire, la Turquie connaît une nouvelle période de hausse de sa vulnérabilité externe, en réaction aux événements politiques : sorties de capitaux, chute de la livre et repli des réserves de change (négatives calculées en nettes, moins de 3 mois d'importations en brut). Malgré l'intervention de la Banque centrale, la livre enregistrerait des tensions en 2025, ce qui expose la dette externe à un risque de change non négligeable.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire a renforcé ses ratios de solvabilité mais reste exposé à un risque de crédit. Le risque de liquidité constitue la principale source de fragilité à court terme.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Les vagues d'arrestation au sein de l'opposition en 2025 provoquent une nouvelle période de troubles politiques, jetant un discrédit sur la politique du Président R.T Erdogan. Le processus de paix avec le groupe armé kurde PKK pourrait signifier une baisse du risque sécuritaire. Si les relations diplomatiques restent parfois tendues avec l'Union Européenne et les Etats-Unis, la Turquie renforce ses liens diplomatiques avec d'autres pays (pays du Golfe, Syrie).
- **Climat des affaires** : Malgré des améliorations, le climat des affaires n'offre que peu de certitudes aux investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : La Turquie a ratifié les Accords de Paris en 2021. Par ailleurs, la Turquie s'engage dans la transition écologique et énergétique en développant notamment les ENR. Les risques physique et de transition sont relativement modérés.

STRUCTURE DES ÉCHANGES**Principaux partenaires commerciaux + France**

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations

1 Allemagne	8,2%
2 Etats-Unis	6,3%
3 Royaume-Uni	5,5%
4 Irak	5,1%
7 France	3,9%

Importations

1 Chine	12,2%
2 Russie, Fédérat	13,1%
3 Allemagne	7,6%
4 Italie	4,5%
8 France	3,1%

Sources : Trademap

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2024 (% du total)

Exportations

Voitures	12,4%
Equipements méca.	9,8%
Combustibles	6,3%
Vêtements	6,6%
Equipements élec.	6,3%

Sources : Trademap

Importations

Combustibles	19,1%
Equipements méca.	11,5%
Voitures	9,2%
Equipements élec.	7,9%
Métaux précieux	7,2%

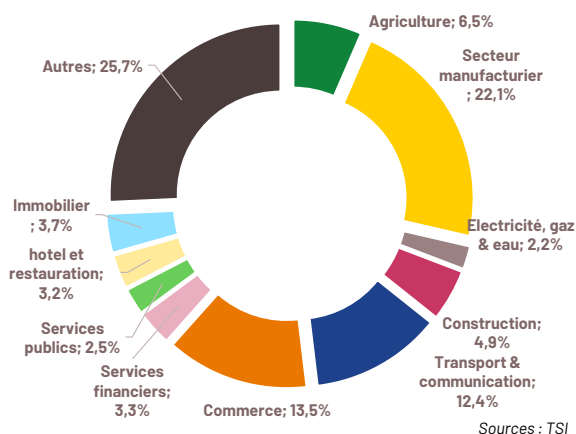


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

TURQUIE	2021	2022	2023	2024	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	808	906	1 130	1 322	1 437	1 401
Rang PIB mondial	20	19	17	17	17	17
Population (Mns)	84,1	85,0	85,3	85,5	86,0	86,4
Rang Population mondiale	18	18	18	18	18	18
PIB / habitant (USD)	9 601	10 659	13 244	15 463	16 709	16 212
Croissance PIB (%)	11,4	5,5	5,1	3,2	2,7	3,2
Inflation (moyenne annuelle, %)**	19,6	72,3	53,9	58,5	31,4	17,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	77,3	74,2	73,3	73,6	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	40,4	30,8	29,3	26,0	26,7	27,1
Solde public (% PIB)	-3,0	-1,1	-5,3	-5,2	-4,3	-3,4
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	10,5	18,2	13,0	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-0,8%	-5,1%	-3,5%	-0,8%	-1,2%	-1,2%
IDE (% du PIB)****	0,8%	1,0%	0,4%	0,4%	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)****	2,8	2,1	2,5	2,9	NA	NA
Dette extérieure totale (% PIB)**	52,9%	55,5%	60,7%	63,9%	NA	NA
Dette extérieure CT (% PIB)**	14,6%	18,3%	21,6%	22,0%	NA	NA
Taux de change**	8,9	16,6	23,5	32,9	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	18,4	19,5	19,1	19,7	NA	NA
Taux de NPL**	3,2	2,1	1,7	1,7	NA	NA
ROE	13,3	37,9	33,3	24,4	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	143	149	150	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	43	43	44	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	38	43	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	54	46	58	63	60	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 04/2025), *Banque Mondiale, **CBRT, ***OCDE, ****CEIC a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

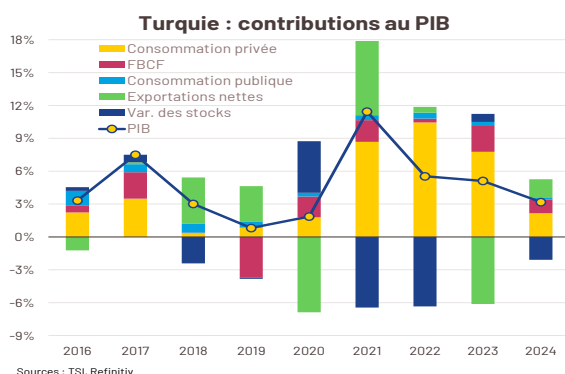
Turquie : part des secteurs dans le PIB (2022)



1. SITUATION ECONOMIQUE

• Ralentissement en 2024

L'activité économique a ralenti en 2024 (+3,2 % après deux années de croissance à plus de +5 %), en lien avec le nouveau virage pris par la Banque centrale fin 2023 pour réduire une inflation très élevée (+56 % en moyenne en 2023 et 2024). La forte hausse des taux directeurs (+4 150 pdb entre juin 2023 et mars 2024) a conduit au renchérissement du coût du crédit et à un ralentissement des prêts à la consommation. La croissance de ces prêts est toutefois restée soutenue et le stimulus fiscal a été prolongé au S1 (pré élections municipales), ce qui a soutenu le pouvoir d'achat des ménages et stimulé la consommation privée, principal moteur de la croissance en 2024. Si les secteurs des services (+3,1 %) et de la construction (+9,1 %) ont affiché une croissance élevée¹, le secteur manufacturier s'est quant à lui replié (-0,2 %), ce qui s'est également reflété sur les exportations de biens en fin d'année (-0,4 % en g.a au S2 2024).



• L'activité à l'épreuve des rééquilibrages

Après plusieurs années de politiques économiques « hétérodoxes », les autorités poursuivent leur cycle de rééquilibrage entamé en 2024². Contrairement à d'autres épisodes par le passé, les autorités semblent maintenir leur cap et ne pas ré-actionner hâtivement le *policy-mix* lorsque des signaux de ralentissement de l'activité se manifestent³.

La contrepartie de ce rééquilibrage serait probablement un ralentissement marqué de la demande interne au S2 2025⁴, qui s'avérerait particulièrement préjudiciable aux activités de services. Ces dernières étaient probablement en surchauffe ces dernières années, sous fond de consommation privée artificiellement dopée par la hausse des crédits à la consommation⁵. Les difficultés observées en 2024 dans le secteur manufacturier

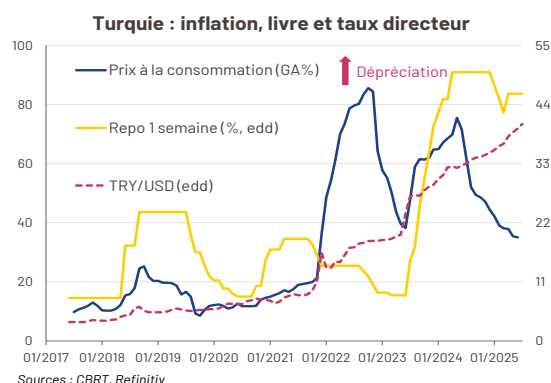
semblent s'intensifier en 2025 (-2,5 % pour la valeur ajoutée au T1 en g.a) au vu des surcapacités de production dans l'industrie⁶, de la hausse prononcée des coûts salariaux unitaires en termes réels, de la réduction du nombre d'heures moyennes travaillées, ou encore de la dégradation des perspectives d'investissement à 1 an.

Moyennement exposée aux droits de douane américains⁷, la Turquie pourrait en ressentir les effets secondaires à court terme : faible dynamisme de la demande européenne (41 % des débouchés à l'export) et concurrence accrue de la Chine (sur l'acier, le textile, les automobiles⁸) sur le marché local et surtout pour les exportations à destination du marché européen.

Dans un tel contexte et au vu de l'acquis de croissance au T1 (+2,2 %), la croissance du PIB se situerait plutôt en milieu de fourchette des prévisions pour 2025 (entre +1,5 % et +3,2 %) avant de rebondir en 2026 (proche de +3 %).

• Une lente réduction de l'inflation

La baisse de l'inflation (+35,1 % en mai) est sujette à de nombreux questionnements, surtout avec une inflation sous-jacente qui augmente en rythme mensuel.



Ce phénomène peut notamment s'expliquer par le dynamisme des salaires nominaux mais aussi par la persistance de pressions baissières sur la livre, ravivées par les tensions politiques depuis mars (cf. Partie 4), qui alimentent l'inflation importée. Cela pourrait contraindre les objectifs de la Banque centrale (CBRT) de ramener l'inflation à +24 % en fin d'année et poursuivre son cycle de relâchement des taux d'intérêt, déjà mis en pause au T2 2025 pour faire face aux tensions sur les équilibres externes (cf. Partie 3).

• Un système bancaire exposé

Bien qu'il reste faible, le ratio de prêts non performants (NPL) augmente (2 % des prêts totaux) et, en intégrant

¹ En lien avec les besoins de reconstruction des régions touchées par le séisme de 2023, ou encore les activités liées au secteur du tourisme.

² En ajustant la politique monétaire tout en réduisant le soutien budgétaire (cf. Partie 2).

³ Ces dix dernières années, l'indépendance et la crédibilité de la CBRT ont été mises à mal par les interférences du pouvoir politique.

⁴ Pour rappel, la hausse des taux de +975 pdb au T2 2018 avait été suivie d'un repli de la consommation privée (-2,9 % au T3 puis -5,5 % au T4) et de l'investissement privé (-11,1 % puis -8,7 %).

⁵ L'institut de recherche TEPAV met souligne qu'une inflation élevée a incité les ménages à désépargner et consommer à crédit, grâce aux facilités pour s'endetter à des taux d'intérêt réels négatifs.

⁶ Le taux d'utilisation des capacités a atteint 74,6 % au T2 2025, un point bas depuis l'épisode de récession de 2018, hors période Covid.

⁷ Les Etats-Unis sont le 2^e partenaire à l'export (6,3 % des exports) et la surtaxe douanière américaine serait de 10 %.

⁸ Des biens pour lesquels la Turquie a augmenté les droits de douane pour ses importations chinoises.



les prêts « reclassifiés »⁹, le taux atteint 9,4 % des prêts totaux. Malgré une hausse du provisionnement de ces prêts, leur proportion augmenterait en 2025, surtout les prêts liés aux cartes de crédit (PCC)¹⁰. La qualité des PCC s'est détériorée fin 2024 selon la CBRT, et cette tendance se prolongerait, surtout si les taux d'intérêt réels continuent d'augmenter en 2025. Du côté des entreprises, l'endettement s'est réduit (38 % du PIB fin 2024, -8,8 pts par rapport à 2023). Cependant elles ont dû céder des actifs en devises (FX) pour faire face à leurs engagements (33 % de la dette des entreprises est libellée en FX) et la couverture de leur passif en FX s'est détérioré (130 % contre 180 % en 2023).

Les banques turques sont exposées à un risque de refinancement en livre (TRY) : en juin 2025, 45 % des dépôts (près de 40 % du passif total des banques) étaient constitués de dépôts à terme en TRY avec une maturité inférieure à 6 mois et avec une rémunération moyenne de 57 %. La baisse des rendements obligataires, qui joue positivement sur la valorisation des portefeuilles obligataires¹¹, offrirait néanmoins des marges de manœuvre aux banques pour s'appuyer sur des cessions d'actifs afin de faire face à leurs échéances. Sur la partie en FX, la capacité des banques turques à refinancer leur dette via des sources externes de financement s'est fortement améliorée en 2024, toutefois les récents événements politiques (cf. Partie 4) dégradent la perception des risques et contribuent à inverser cette tendance.

Par ailleurs, leur dette hors bilan se serait accrue depuis dix ans, via des véhicules de financement (dont la notation a été baissée par les agences de notation), qui commercialisent des produits titrisés (DPR¹²).

- **Des perspectives favorables à moyen terme**

Le FMI table sur une croissance du PIB de +3,6 % par an en moyenne d'ici 2030. Avec le Plan Logistique 2053, la Turquie va investir 250 Md USD dans ses infrastructures (routes, ferroviaires, télécommunications) et vise également à renforcer son potentiel de hub logistique (notamment pour l'approvisionnement européen en gaz). Le pays pourrait aussi tirer profit de la reconfiguration des chaînes de valeur internationales pour attirer une nouvelle vague d'investissements directs étrangers (IDE) dans les secteurs électriques, automobiles et de l'habillement. La faible spécialisation dans les hautes technologies (seulement 3 % des exportations manufacturières, contre 17 % en moyenne chez les pays de l'OCDE) constitue néanmoins un point faible pour l'industrie.

2. FINANCES PUBLIQUES

Depuis 2024, les autorités procèdent à une consolidation des finances publiques, après deux années de déficits élevés (-5,2 % du PIB) dans des contextes électoraux. Les dépenses diminueraient en termes réel et le soutien apporté aux régions sinistrées par le séisme passerait de 2 % du PIB en 2024 à 0,9 % en 2025. En revanche, les dépenses liées aux charges d'intérêt ne se réduiront pas tant que les taux d'intérêt n'auront pas davantage diminué¹³. Les recettes seraient stimulées par la hausse de 2 pts de la TVA et le passage du taux d'impôt sur les sociétés de 20 à 25 %. Ces efforts permettraient de réduire progressivement le déficit public (à -4,3 % du PIB en 2025 puis -3,4 % du PIB selon le FMI).

Si le niveau d'endettement est faible (26 % du PIB), la dette publique ne prend néanmoins pas en compte d'importants éléments hors bilan¹⁴, qui pourraient peser à terme. A 56 % libellée en devises, la dette publique est vulnérable à la dépréciation de la TRY. La maturité moyenne de la dette obligataire (2,9 ans en juin 2025) a été divisée par plus de deux depuis 2018, renforçant le risque de refinancement.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Réduction du déficit courant en 2024**

Plusieurs facteurs ont contribué au redressement du déficit courant en 2024 (-0,8 % du PIB) : renforcement de l'excédent de la balance des services (boostée par les recettes touristiques : 4,6 % du PIB) et réduction du déficit commercial, en lien avec une facture énergétique allégée et des exportations dynamiques¹⁵. Les événements politiques de mars (cf. Partie 4) pèsent sur les flux touristiques (recul des arrivées de -2,3 % sur un an depuis mars), tandis que le solde commercial se dégrade légèrement début 2025. Le déficit courant se creuserait en 2025 (-1,2 % du PIB selon le FMI).

La Turquie disposerait d'un avantage comparatif (grâce à une intensité carbone inférieure à ses concurrents) qui lui permettrait de ne pas pâtir de la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières pour ses exportations d'acier et de ciment vers l'Union Européenne (UE)¹⁶.

- **Une dette externe exposée**

Le retour des taux d'intérêt réels en territoire positif a coïncidé fin 2024 avec un regain d'intérêt des investisseurs non résidents pour les titres turcs (actions

⁹ La réglementation bancaire a été allégée via des programmes de restructuration de prêts et des décharges en capital réglementaire pour inciter les banques à distribuer du crédit bancaire.

¹⁰ 29 Ml de personnes ont eu recours aux PCC en 2024 (20 Ml en 2019), sorte de crédit à la consommation (4,3 % du PIB fin 2024).

¹¹ Les titres de dette souveraine turque représentent près de 20 % des actifs des banques turques.

¹² Droits de paiement diversifiés : émission d'obligations sur la base de la titrisation de flux futurs de recettes en FX d'entreprises (recettes d'exportations, flux de revenus, etc.).

¹³ Elles représentent 15 % des dépenses et 19 % des recettes au T1 2025 (environ +7 pts sur deux ans).

¹⁴ Sous forme de garanties publiques et des engagements dans le cadre de partenariats privés publics.

¹⁵ Principalement de biens d'équipement, automobiles, agroalimentaires. En revanche, d'autres déclinent (textile, sidérurgie), en lien avec la perte de compétitivité de ces produits et aussi la baisse de la production dans la région touchée par le séisme.

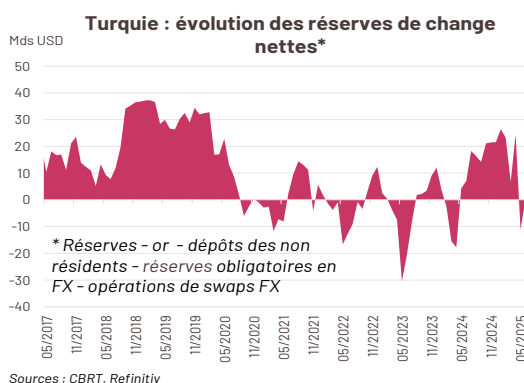
¹⁶ L'UE pèse respectivement 40 % et 25 % des exportations totales de ces biens.



et obligations). Dans le même temps, l'accès à des sources de financement externe s'est amélioré pour le secteur privé. Ce contexte plus favorable a conduit à une progression de l'endettement externe (65 % du PIB au T1 2025). Cette dette fait face à des risques de refinancement (35 % de la dette a une maturité inférieure à 1 an) et de change toujours significatifs.

- **Nouvelles menaces sur la livre turque**

Depuis 2016, les autorités ont multiplié les mesures pour limiter, en vain, la chute de la TRY¹⁷, avant de progressivement les lever depuis juin 2023. Les réserves de change (hors or) ne représentent plus que 69 % du niveau de 2016. De plus, elles sont surtout composées d'accords de swaps, et dès lors qu'elles sont calculées en net (hors réserves non mobilisables à court terme, cf. graphique ci-dessous), leur niveau est très faible, voire négatif durant les épisodes de stress financier.



La récente phase de reconstitution du stock de réserves de change¹⁸ a été brutalement freinée par les interventions de la CBRT afin de contrecarrer les importantes sorties de capitaux¹⁹ et la chute de la livre (-11% ytd face à l'USD au S1 2025) cf. Partie 4). La CBRT a également mis fin à son cycle de baisse des taux en les augmentant de +350 pdb en avril pour atteindre 46 %. Le retour du risque politique pèse sur la TRY, surtout en cas de « re-dollarisation » de l'économie²⁰. Cela interviendrait notamment si la rémunération des dépôts en TRY devenait relativement moins attractive. Ce risque est d'autant plus important que la part des dépôts en TRY arrivant prochainement à maturité est élevée (cf. Partie 1). La réinstauration de mesures de contrôle de change pourrait alors être envisagée.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Des tensions politiques ravivées en 2025**

La succession d'élections depuis 2023 offre deux constats : i) l'AKP, le parti du Président R.T Erdogan, se maintient comme premier parti du pays (législatives et

Présidentielle en 2023), ii) mais il perd du terrain (le principal parti de l'opposition, CHP, a remporté plusieurs des grandes villes du pays en 2024). Depuis mars 2025, les autorités turques ont lancé une vaste campagne anti corruption, menant à une nouvelle vague d'arrestations, cette fois-ci dans les rangs du CHP, dont le maire d'Istanbul, annoncé comme le principal rival de R.T Erdogan à la Présidence. D'importantes manifestations, réprimées par les forces de l'ordre, ont eu lieu dans le pays pour contester ces arrestations. Ces troubles politiques viennent confirmer la baisse des performances aux indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale observée ces dernières années (liberté d'expression, corruption, etc.).

Dans la perspective des élections de 2027, R.T Erdogan aura fort à faire pour apaiser les tensions politiques et pour répondre à la dégradation du climat social, déjà affecté par une inflation très élevée. Le processus de paix engagé avec le mouvement armé kurde PKK devrait contribuer à réduire le risque sécuritaire, qui a eu tendance à augmenter ces dernières années (attentats d'Istanbul en 2022, à Ankara en 2024).

- **Relations tendues avec les Etats-Unis et l'UE**

Une hausse du risque politique peut se traduire par de nouvelles pressions sur la TRY²¹ et ternir les relations diplomatiques avec les Etats-Unis et l'UE. Dans le cadre du conflit en Ukraine, la Turquie joue un rôle de médiateur, notamment pour sécuriser le trafic en Mer Noire. Face à la contestation populaire et pour réaffirmer son attachement à la cause palestinienne, la Turquie a été amenée à geler ses liens commerciaux avec Israël en 2024. Par ailleurs, une normalisation des relations est à l'œuvre avec plusieurs pays arabes (Golfe et Egypte), ce qui se traduit entre autres par des flux d'investissements entrants pour consolider les réserves de change. Un rapprochement avec la Syrie est en cours et répond à plusieurs objectifs²².

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

La Turquie a ratifié les Accords de Paris en 2021 et s'engage à atteindre la neutralité carbone d'ici 2053. La Turquie a accru la part des ENR (solaire et éolien) dans ses capacités de production électrique et ses capacités maximales seraient de 40 %. Après un retard pour la mise en service de la première centrale nucléaire à Akkuyu, trois autres réacteurs seront construits d'ici 2030. Selon Climate Action Tracker, la Turquie connaît les coûts d'énergie solaire les plus faibles au monde. Par ailleurs, le niveau de risque physique et de transition est estimé faible à modéré.

¹⁷ Garanties KKM, obligation de conversion de 40 % des recettes en FX en TRY, hausse du ratio des réserves obligatoires en FX, encadrement des ventes à terme, etc.

¹⁸ 3 mois d'importations fin 2024, elles couvriraient 99 % de la dette externe de court terme en FX, contre 79 % un an auparavant.

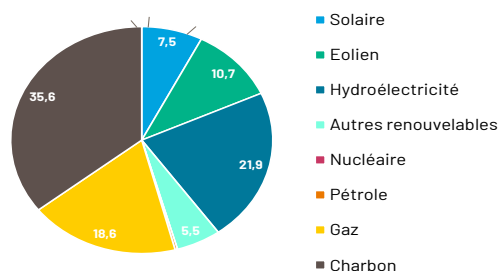
¹⁹ 30,2 Mds USD d'actions et d'obligations turques ont été cédées par des non-résidents entre mars et juin 2025.

²⁰ Phénomène où la défiance dans la TRY pousse à la conversion des dépôts en TRY en FX, comme cela fut le cas en 2018-2021 dans des proportions importantes (pic de 70 % de dépôts libellés en FX).

²¹ Le risque politique a été un des éléments déclencheurs de la crise de change en 2018.

²² Le retour de 3 Ml de réfugiés, sécurisation du nord-est de la Syrie géré par des milices kurdes, reconstruction du pays.

Turquie : production d'électricité par sources, en % (2024=341,22 TWh)



Source : Ember, 2025

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Chef Economiste

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN5

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin

France, pays développés, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

France, pays développés, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.